

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
6, allées marines
64 100 BAYONNE
ab64@developpement-durable.gouv.

Bayonne, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Etablissements Emile LARROULET SA

120 Chemin Errepetia Bidea
64 480 Ustaritz

Références : JV/UbD40-64B/D2026_
Code AIOT : 0005202845

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 de la minoterie qui a été exploitée par la société Etablissements Emile LARROULET SA à Ustaritz. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Etablissements Emile LARROULET SA est autorisée depuis 15 décembre 1994 par arrêté n° 94/IC/236, complété le 27 mai 1999 (arrêté n° 99/IC/213), à exploiter une minoterie située 120, Chemin Errepetia Bidea sur le territoire de la commune d'Ustaritz.

L'activité relève du régime de l'enregistrement à la suite de parution du décret 2018-900 du 22 octobre 2018.

En application de l'article L. 512-7-3 les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1994 précité sont regardées comme complémentaires aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260. L'arrêté du 22 octobre 2018 s'applique dans les conditions prévues pour les installations existantes.

Dans le cadre d'une visite d'inspection en date du 29 janvier 2021, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté n° 2845/2021/011 du 11 mai 2021, de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1994 modifié.

Le tribunal de commerce de Bayonne a prononcé le 13 juin 2022 la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire de la société Etablissements Emile Larroulet SA, en date du 29 Avril 2022. Le jugement du tribunal de commerce de Bayonne indique :

« Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 29 Avril 2022, désignant administrateur SCP CBF ASSOCIES, prise en la personne de Me Luc FOURQUIE 20, rue Thiers - 64100 Bayonne avec les pouvoirs : d'administrer l'entreprise, liquidateur Selas GUERIN et associées prise en la personne de Maître Hélène BRANCHU-BORD 2, rue DU 49ÈME - 64100 Bayonne. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la présente publication, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce à l'exception des créanciers admis au plan qui en sont dispensés. »

Maître Hélène BRANCHU-BORD a notifié en septembre 2022 la cessation définitive de l'activité.

L'inspection du site de la société Etablissements Emile LARROULET SA sur la commune d'Ustaritz, en date du 14 septembre 2021, avait pour objet de constater les actions engagées :

- pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2845/2021/011 du 11 mai 2021 portant sur le respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé ;
- dans le cadre de la cessation d'activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Etablissements Emile LARROULET SA
- Minoterie d'Arki Quartier Hiribehere 64480 Ustaritz
- Code AIOT : 0005202845
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure et cessation d'activités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté de mise demeure	AP de Mise en Demeure du 11/05/2021	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constatée que la remise en état du site n'est pas réalisée conformément aux prescriptions des articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Bien que l'arrêt définitif des installations ait été notifié au préfet en septembre 2022, l'exploitant n'a toujours pas transmis au préfet les documents prévus à l'article R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement :

- l'attestation de mise en sécurité du site ;
- le mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site ;
- l'attestation travaux.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure le liquidateur judiciaire de respecter ses obligations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté de mise demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/05/2021

Thème(s) : Actions régionales, suivi mise en demeure

Prescription contrôlée :

Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure N°2845/2021/011 du 11 mai 2021.

Constats :

La cessation d'activité de la minoterie exploitée par la société Etablissements Emile LARROULET SA, sur le territoire de la commune d'Ustaritz, a été portée à la connaissance de Monsieur Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques en date du 20 septembre 2022, par la lettre recommandée L.R.A.R.2C 1711 6370 958, envoyée par le liquidateur judiciaire Selas GUERIN et associées prise en la personne de Maître Hélène BRANCHU-BOR SELAS GUERIN.

Le 14 janvier 2026, nous nous sommes rendus sur place et avons constaté que la minoterie exploitée par la société Etablissements Emile LARROULET SA, sur le territoire de la commune d'Ustaritz, a été définitivement mise à l'arrêt.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2845/2021/011 du 11 mai 2021 portant sur le respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé ne trouve plus à s'appliquer.



Photo prise le 14/01/2026



SELAS GUERIN et Associées
Mandataire Judiciaire

Hélène BRANCHU-BORD

Marie SCHERRER

Dominique GUERIN
Mandataire Judiciaire honoraire



PREFECTURE DES PYRENEES-ATLANTIQUES
2 Rue du Maréchal Joffre

64021 PAU CEDEX

L.R.A.R 2C 1711 6370 958

N/Réf. : 18128/ETABLISSEMENTS EMILE LARROULET
NOTES CESSATION D'ACTIVITE
HBB/BL

BAYONNE, le 21 SEPTEMBRE 2022

Monsieur le Préfet,

En complément de ma lettre recommandée du 20 Septembre 2022, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, dûment complété, le questionnaire « Installation classée » avec les pièces y attachées.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de ma parfaite considération.



Hélène BRANCHU-BORD,

extrait du courrier de cessation d'activités

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

La société Etablissements Emile LARROULET SA est autorisée par arrêté n° 94/IC/236, complété le 27 mai 1999 (arrêté n° 99/IC/213), à exploiter une minoterie située 120, Chemin Errepetia Bidea sur le territoire de la commune d'Ustaritz. L'activité relève du régime de l'enregistrement à la suite de parution du décret 2018-900 du 22 octobre 2018.

L'article 57 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite loi « ASAP ») a introduit, notamment lors des cessations d'activités d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation de faire attester pour les installations classées soumises à enregistrement :

- de la mise en œuvre des mesures de mises en sécurité ;
- de l'adéquation des mesures de réhabilitation proposées et de leur mise en œuvre.

L'article 148 de la loi ASAP précise que les dispositions relatives à la cessation d'activité sont applicables pour les cessations déclarées à partir du 1^{er} juin 2022.

Le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 porte application de la loi ASAP en ce qui concerne la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement. Il impose la production, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, des attestations suivantes :

- attestation de mise en sécurité appelée « ATTES-SECUR » ;
- attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site appelée « ATTES-MEMOIRE » ;
- attestation de conformité des travaux aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation appelée « ATTES-TRAVAUX ».

L'arrêt définitif des installations exploitées par la société Etablissements Emile LARROULET SA à Ustaritz a été notifié au préfet en septembre 2022.

L'attestation de mise en sécurité du site n'a pas été notifiée.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé la transmission de l'attestation de mise en sécurité « ATTES-SECUR » prévue au R. 512-39-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure le liquidateur judiciaire de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 I
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Les objectifs de réhabilitation ;2° Un plan de gestion comportant :<ul style="list-style-type: none">a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. <p>Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :</p>

- 1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;
- 2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;
- 3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;
- 4° L'attestation qui doit être produite avec le mémoire de réhabilitation prévu à l'antépénultième alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

L'arrêt définitif des installations exploitées par la société Etablissements Emile LARROULET SA à Ustaritz a été notifié au préfet en septembre 2022.

Le mémoire de réhabilitation, accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, n'ont pas été notifiés.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé la transmission du mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site « ATTES-MEMOIRE ».

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure le liquidateur judiciaire de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.</p> <p>L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.</p>
Constats : <p>L'arrêt définitif des installations exploitées par la société Etablissements Emile LARROULET SA à Ustaritz a été notifié au préfet en septembre 2022.</p> <p>L'attestation de conformité des travaux aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation n'a pas été notifiée.</p>
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé la transmission l'attestation de conformité des travaux « ATTES-TRAVAUX ».</p> <p>L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure le liquidateur judiciaire de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois